



Numéro PPQ/

lundi 6 mars 2017

Les grands titres:

- Le chef de l'ONU condamne des tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord
- Au Nigéria, le Conseil de sécurité de l'ONU achève sa tournée dans la région du bassin du lac Tchad
- Mali : la MINUSMA condamne des violations du cessez-le-feu à Tombouctou
- Haïti : l'ONU réclame un appui au programme de relance après l'ouragan Matthew
- En visite en Somalie, le chef de l'humanitaire évalue l'impact de la sécheresse
- A Montréal, l'ONU va discuter d'un plan de réduction des risques de catastrophes dans les Amériques
- La pollution de l'environnement entraîne 1,7 million de décès d'enfants par an, selon l'OMS
- En visite au Niger, le Conseil de sécurité promet d'apporter son soutien aux populations affectées par Boko Haram
- Au Soudan du Sud, le chef de l'humanitaire de l'ONU réclame un accès et de l'argent pour empêcher la propagation de la famine
- Centrafrique : l'ONU condamne les menaces proférées par un groupe armé contre les civils et les Casques bleus
- En visite au Tchad, le Conseil de sécurité encourage la coopération régionale contre Boko Haram

Le chef de l'ONU condamne des tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Photo: ONU/Violaine Martin (archives)

6 mars - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné lundi des tirs de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée (RPDC), dont trois ont atterri dans la zone économique exclusive du Japon.

« De telles actions violent les résolutions du Conseil de sécurité et portent gravement atteinte à la paix et à la stabilité régionales », a dit le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général réitère son appel aux dirigeants de la RPDC de s'abstenir de nouvelles provocations et de respecter pleinement ses obligations internationales », a-t-il

ajouté.

De son côté, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a demandé lundi à la RPDC de coopérer avec son agence sur son programme nucléaire.

« Je reste sérieusement préoccupé par le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Il est profondément regrettable que la République populaire démocratique de Corée n'ait manifesté aucune indication de son intention de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité adoptées en réponse à ses deux essais nucléaires de l'année dernière », a dit M. Amano dans un discours devant le Conseil des gouverneurs de l'AIEA à Vienne, en Autriche.



Le chef de l'agence onusienne a demandé à nouveau à la RPDC « de respecter pleinement les obligations qui lui incombent en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, de coopérer rapidement avec l'Agence et de résoudre toutes les questions en suspens, y compris celles qui sont survenues en l'absence d'inspecteurs du pays ». Il a ajouté que l'AIEA se tenait prête « à jouer un rôle essentiel dans la vérification du programme nucléaire de la RPDC ».

M. Amano a également évoqué lundi le programme de vérification et de surveillance de l'AIEA en Iran.

« L'Agence vérifie et suit, depuis plus d'un an, la mise en œuvre par l'Iran de ses engagements liés au nucléaire dans le cadre du Plan d'action global intégré », a-t-il souligné.

En janvier, l'AIEA a ainsi vérifié le transfert de centrifuges et d'infrastructures en excédent de l'usine d'enrichissement de Fordow vers l'usine d'enrichissement de Natanz, où elles sont maintenant stockées sous la surveillance continue de l'Agence.

L'AIEA « continue de vérifier le non-détournement de matériaux nucléaires déclarés par l'Iran en vertu de son Accord sur les garanties. Les évaluations concernant l'absence de matériaux et d'activités nucléaires non déclarés en Iran se poursuivent », a souligné M. Amano.

Au Nigéria, le Conseil de sécurité de l'ONU achève sa tournée dans la région du bassin du lac Tchad



Des résidents d'un camp de déplacés à Maiduguri, au Nigéria, lors d'une visite d'une délégation du Conseil de sécurité. Photo UK/UN Mission

6 mars - La crise dans la région du bassin du lac Tchad suscite une préoccupation mondiale et des mesures sont nécessaires pour soutenir la lutte contre le groupe Boko Haram, a déclaré lundi le Conseil de sécurité de l'ONU lors d'une visite au Nigéria, dernière étape d'une tournée dans quatre pays de cette région.

« Ce qui est nécessaire, c'est du développement à long terme », a déclaré l'Ambassadeur britannique Matthew Rycroft, dont le pays occupe la Présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars, à des journalistes à Abuja, la capitale du Nigéria. « Ni les opérations militaires contre le terrorisme ni les opérations humanitaires à court terme ne résoudront ces crises prolongées ».

M. Rycroft s'exprimait aux côtés d'Edward Kallon, le Coordonnateur humanitaire au Nigéria, de Fode Secke, l'Ambassadeur du Sénégal auprès de l'ONU, et de Michele Sison, Ambassadrice adjointe des Etats-Unis auprès de l'ONU.

Selon l'Ambassadeur britannique, il y a besoin d'emplois, d'éducation, de droits de l'homme, de services pour les personnes déplacées et les réfugiés dans la région, et de solutions pour faire face à la sécheresse et à d'autres problèmes environnementaux.

« Ces problèmes sont multiples et complexes et nécessitent un ensemble de solutions, et nous sommes ici pour appuyer le gouvernement du Nigéria dans la recherche de ces solutions », a-t-il souligné.

Dimanche, la délégation du Conseil a rencontré des personnes déplacées à Maiduguri, dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigéria. Environ la moitié des personnes déplacées qui vivent dans le camp sont des enfants, dont 379 bébés.

Les membres du Conseil se sont joints à un cercle de survivants. Beaucoup étaient des femmes qui ont perdu leur mari et leurs enfants à cause de Boko Haram et ont du mal à se nourrir.

La région de Maiduguri est considérée comme l'épicentre de la crise liée à Boko Haram, selon le gouverneur Kashim Shettima qui a parlé avec la délégation du Conseil.

Lors de sa visite au Nigéria, la délégation a également rencontré des groupes de femmes à qui elle a demandé de jouer un rôle plus grand dans la recherche de solutions à la crise du bassin du lac Tchad. Elle a également discuté avec des membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un groupe régional de seize pays. Les

discussions ont porté sur la coordination des interventions et le partage de l'information.

Avant le Nigéria, la délégation du Conseil s'est rendue au Cameroun, au Tchad et au Niger. « La famine est évitée à l'heure actuelle en raison de la générosité des donateurs et de l'efficacité des réponses nationales », a déclaré M. Rycroft. « Nous exhortons la communauté internationale dans son ensemble à accroître ses efforts avant qu'il ne soit trop tard ».

Mali : la MINUSMA condamne des violations du cessez-le-feu à Tombouctou



Des Casques bleus au Mali. Photo MINUSMA/Harandane Dicko (archives)

6 mars - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) a condamné lundi des violations du cessez-le-feu observées la veille à Tombouctou, dans le nord du pays.

« Hier après-midi, deux points de contrôle occupés par les FAMAs (Forces armées maliennes), situés au nord de la ville de Tombouctou ont été la cible d'attaques d'éléments de groupes armés », a indiqué la MINUSMA dans un communiqué de presse.

Selon la Mission onusienne, ces groupes armés s'opposent à l'installation des autorités intérimaires de Taoudenit, qui était initialement prévue lundi 6 mars, et qui représente une étape cruciale dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

« La MINUSMA condamne vigoureusement ces actions qui représentent des violations du cessez-le-feu et exposent leurs auteurs à des sanctions », a déclaré la Mission, qui a immédiatement engagé des pourparlers pour apaiser les tensions.

La MINUSMA a demandé aux groupes concernés « un retrait immédiat et inconditionnel des positions occupées ». Elle a également pris ses dispositions et s'est déployée pour assurer la protection de la population civile en cas de besoin.

Haïti : l'ONU réclame un appui au programme de relance après l'ouragan Matthew



Le cyclone Matthew a frappé Haïti en octobre 2016 causant des dommages importants dans les villes de Jeremie et les Cayes, à l'ouest du pays. Photo: ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

6 mars - Les Nations Unies ont réclamé lundi un soutien de toute urgence au programme de relance destiné à aider Haïti à surmonter les dégâts causés par l'ouragan Matthew il y a six mois et qui s'élèvent à 2,7 milliards de dollars.

« L'ouragan Matthew a révélé des vérités inquiétantes sur les pays les moins avancés qui n'ont pas la capacité de réagir adéquatement aux changements climatiques et à l'intensité et la fréquence croissantes des catastrophes météorologiques », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Robert Glasser, dans un communiqué de presse.

« Alors que le système de protection civile du gouvernement a empêché de nombreux décès, il est inacceptable que plus de 600 personnes soient mortes lors de cet ouragan qui était annoncé », a-t-il ajouté.

Une évaluation approfondie menée par le gouvernement sur les besoins après la catastrophe montre que le pays a perdu 2,7 milliards de dollars en raison de l'ouragan Matthew, soit 32% du PIB. « Ce serait un coup dévastateur pour n'importe quelle économie. Cela s'ajoute à deux années de sécheresse affectant la sécurité alimentaire d'un million de personnes et le séisme de 2010 qui a coûté 120% du PIB », a souligné M. Glasser.

S'exprimant à la veille de la 5e Plate-forme régionale pour la réduction des risques de catastrophes dans les Amériques, à Montréal, au Canada, M. Glasser a réclamé un ferme soutien au programme de relance élaboré par le gouvernement haïtien.

L'ONU et d'autres partenaires ont besoin de 2,72 milliards de dollars pour un programme étalé sur trois ans qui a pour

objectif de reconstruire en mieux. Ce programme est axé sur la réduction des risques de catastrophes à l'avenir, l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et la réduction de l'exposition des populations vulnérables aux risques de tempêtes et de tremblements de terre.

Selon M. Glasser, Haïti a démontré combien la mise en œuvre du Cadre pour la réduction des risques de catastrophe de Sendai doit prendre en compte le rôle que la pauvreté joue dans les risques de catastrophe.

En 2012, on estimait que 58,6% des 10,7 millions de personnes en Haïti vivaient avec moins de 2,4 dollars par jour alors que 24% vivaient dans une extrême pauvreté (moins de 1,23 dollar par jour). On estime qu'Haïti a perdu en moyenne 2% de son PIB chaque année, entre 1975 et 2012, en raison de catastrophes liées aux conditions météorologiques.

En visite en Somalie, le chef de l'humanitaire évalue l'impact de la sécheresse



Un groupe de femmes à Mogadiscio, en Somalie, qui ont quitté Toro-Toro, à 100 kilomètres de là, à cause du manque d'eau et de nourriture. Photo OCHA

6 mars - Le chef de l'humanitaire de l'ONU, Stephen O'Brien, se trouvait lundi en Somalie pour évaluer l'impact de la sécheresse, qui fait peser des risques de famine dans le pays.

Environ 6,2 millions de personnes, soit la moitié de la population de la Somalie, ont besoin d'aide. Près de trois millions de personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins quotidiens en nourriture et ont besoin d'une aide urgente. Près de 950.000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë cette année, dont 185.000 risquent de mourir sans traitement médical immédiat, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

M. O'Brien a visité un camp de déplacés dans le quartier de Hodan, dans la capitale somalienne, Mogadiscio.

« Nous comprenons leur faim, leur soif et leur besoin de s'occuper de leurs enfants », a déclaré le chef de l'humanitaire. « Vous devez savoir que vous touchez nos cœurs », a-t-il dit aux victimes de la sécheresse.

Il a estimé nécessaire d'agir « rapidement, maintenant et ensemble » afin de financer les programmes destinés aux personnes dans le besoin.

Lors de sa visite, M. O'Brien a également rencontré des partenaires humanitaires, y compris des bailleurs de fonds, pour discuter des moyens d'accroître les opérations pour sauver des vies et éviter une éventuelle famine.

Il a également appelé les autorités et toutes les parties prenantes à intensifier les efforts visant à faciliter l'accès humanitaire aux personnes touchées par la sécheresse, en particulier dans les zones difficiles d'accès.

La situation « s'est aggravée au cours des six derniers mois », a expliqué le porte-parole de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM), Joseph Contreras. « Trois millions de Somaliens ont besoin d'une aide urgente. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport aux 1,1 million de Somaliens qui étaient dans une telle situation en septembre ».

Dans un communiqué de presse, le Coordonnateur humanitaire dans le pays, Peter de Clercq, a déclaré que la situation se détériorait rapidement. Selon lui, il faut « agir rapidement et efficacement pour éviter le pire ».

Les travailleurs humanitaires en Somalie ont besoin de 825 millions de dollars d'ici juin 2017 pour atteindre les plus vulnérables.

A Montréal, l'ONU va discuter d'un plan de réduction des risques de catastrophes dans les Amériques



La rue Saint-Paul, à Montréal, au Canada. Photo UNISDR

6 mars - La ville de Montréal, au Canada, accueille du 7 au 9 mars la cinquième Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes des Amériques organisée par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) en collaboration avec le gouvernement canadien.

Plus de 1.000 délégués sont attendus à cette Plateforme qui est le principal forum de discussion pour les responsables gouvernementaux, spécialistes et experts des risques liés aux catastrophes de l'ensemble du continent américain.

« Les catastrophes ont de lourdes répercussions qui gagnent en ampleur sur le développement socio-économique dans les pays aussi bien prospères que moins développés », a rappelé le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention des risques de catastrophes, Robert Glasser, dans un message.

« Ces répercussions sont davantage ressenties dans les pays moins développés, qui peuvent voir leur budget de dépenses sociales diminuer de plus de 20%. Dans certains pays, ce pourcentage se situe à plus de 60% », a-t-il précisé.

Le premier objectif de cette cinquième Plateforme régionale sera de discuter de la façon dont les gouvernements, les dirigeants de la société civile, les institutions techniques et scientifiques, le secteur privé et les médias peuvent favoriser la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes pour la période 2015-2030 dans les Amériques, et mesurer les résultats escomptés.

Adopté lors d'une conférence de l'ONU à Sendai, au Japon, en mars 2015, le Cadre de Sendai a pour objectif de réduire les dommages liés aux catastrophes telles que la mortalité, le nombre de personnes blessées, les pertes économiques, les dégâts causés aux infrastructures et l'interruption des services de base, notamment les établissements de santé et d'éducation.

Le Cadre vise également à augmenter le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales pour réduire les risques de catastrophe à l'horizon 2020, à renforcer la coopération internationale et à accroître l'accès aux systèmes d'alerte précoce multirisques ainsi qu'aux informations et évaluations sur les risques de catastrophes.

La Plateforme régionale prévue sur trois jours à Montréal consiste en un segment intergouvernemental, des séances techniques, des événements spéciaux ainsi que des activités en parallèle, où les participants auront l'occasion de discuter entre eux de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, des pratiques exemplaires et des leçons apprises.

A l'issue de cette plateforme régionale, des ministres et d'autres responsables de haut niveau établiront les priorités du programme de réduction des risques de catastrophes dans les Amériques pour les deux prochaines années et doivent convenir d'un Plan d'action régional pour l'ensemble du continent.

Le Cadre de Sendai souligne la nécessité que les différentes Plateformes régionales sur la réduction des risques de catastrophes propres à chaque continent fonctionnent en tant que système cohérent de mécanismes avec la Plateforme mondiale sur la réduction des risques de catastrophes. La Plateforme mondiale est le forum principal pour l'application du Cadre de Sendai sur l'ensemble de la planète. La prochaine Plateforme mondiale aura lieu à Cancun, au Mexique du 22 au 26 mai 2017.

La pollution de l'environnement entraîne 1,7 million de décès d'enfants par an, selon l'OMS



Des enfants à côté de déchets qui brûlent dans un abattoir à Yenagoa, au Nigéria. Photo: UNICEF/Tanya Bindra

6 mars - Chaque année, les risques environnementaux – pollution de l'air intérieur et extérieur, tabagisme passif, insalubrité de l'eau, manque de moyens d'assainissement et hygiène insuffisante – entraînent le décès de 1,7 million d'enfants de moins de 5 ans, selon deux nouveaux rapports de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiés lundi.

Le premier rapport, intitulé « Inheriting a Sustainable World: Atlas on Children's Health and the Environment », révèle qu'une grande partie des maladies qui sont les principales causes de décès d'enfants âgés de 1 mois à 5 ans – diarrhée, paludisme et pneumonie – peuvent être évitées grâce à des interventions dont on sait qu'elles réduisent les risques environnementaux, tels que l'accès à l'eau potable et l'utilisation de combustibles propres

pour la préparation des repas.

« Un environnement pollué est mortel, en particulier pour les jeunes enfants », souligne la Directrice générale de l'OMS, Dr Margaret Chan. « Les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables à la pollution de l'air et de l'eau car leurs organes et leur système immunitaire sont en cours de développement et leur organisme, notamment leurs voies respiratoires sont de petite taille ».

Les expositions dangereuses peuvent débuter pendant la grossesse et accroître le risque de naissance prématurée. En outre, lorsque les nourrissons et les enfants d'âge préscolaire sont exposés à la pollution de l'air intérieur et extérieur et au tabagisme passif, il existe un risque plus important de contracter une pneumonie pendant l'enfance et une affection respiratoire chronique telle que l'asthme tout au long de la vie. L'exposition à la pollution atmosphérique peut aussi faire augmenter le risque de cardiopathie, d'accident vasculaire cérébral et de cancer tout au long de l'existence.

Des infections respiratoires attribuables à la pollution de l'air

Un autre rapport, intitulé « Don't pollute my future! The impact of the environment on children's health », offre un panorama complet des conséquences de la pollution de l'environnement sur la santé des enfants et montre ainsi l'ampleur du problème.

Chaque année:

570.000 enfants de moins de 5 ans meurent d'infections respiratoires (par exemple, de pneumonie) attribuables à la pollution de l'air intérieur et extérieur et au tabagisme passif.

361.000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies diarrhéiques à cause d'un accès insuffisant à l'eau potable et aux moyens d'assainissement et d'hygiène.

270.000 enfants meurent dans le mois suivant leur naissance de diverses affections, dont la prématurité, qui pourraient être évitées moyennant un accès à l'eau potable et aux moyens d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé, ainsi qu'une réduction de la pollution atmosphérique.

200.000 décès d'enfants de moins de 5 ans dus au paludisme pourraient être évités en agissant sur l'environnement, par exemple en réduisant le nombre de gîtes larvaires de moustiques ou en couvrant les réservoirs d'eau potable.

200.000 enfants de moins de 5 ans meurent de traumatismes accidentels attribuables à l'environnement (intoxications, chutes et noyades).

« La pollution de l'environnement pèse lourdement sur la santé de nos enfants », souligne le Dr María Neira, Directeur du Département Santé publique, déterminants sociaux et environnementaux de la santé de l'OMS. « Si nous investissons en vue de supprimer les risques environnementaux pour la santé, par exemple en vue d'améliorer la qualité de l'eau ou d'utiliser des

combustibles plus propres, les bienfaits pour la santé seront considérables ».

Ainsi, les nouveaux dangers environnementaux, tels que les déchets électroniques et électriques (p. ex. les téléphones portables usagés) qui ne sont pas correctement recyclés, exposent les enfants à des toxines qui peuvent entraîner une diminution des aptitudes cognitives, un déficit de l'attention, des lésions pulmonaires ou encore un cancer. On prévoit que la quantité de déchets électroniques et électriques aura augmenté de 19% entre 2014 et 2018, pour atteindre 50 millions de tonnes.

Des substances chimiques dangereuses dans la chaîne alimentaire

Le changement climatique fait augmenter les températures et les niveaux de dioxyde de carbone, ce qui favorise la production de pollen, associée à une augmentation des taux d'asthme chez l'enfant. À l'échelle mondiale, des symptômes d'asthme sont actuellement signalés chez 11% à 14% des enfants de 5 ans et on estime 44% de ces symptômes sont liés à des expositions environnementales. La pollution atmosphérique, le tabagisme passif, ainsi que les moisissures et l'humidité à l'intérieur des habitations aggravent l'asthme chez l'enfant.

Dans les logements dépourvus d'accès à l'eau potable et de moyens d'assainissement ou qui sont enfumés à cause de l'emploi de combustibles polluants, comme le charbon ou le fumier, pour la préparation des repas et le chauffage, les enfants sont exposés à un risque accru de contracter une maladie diarrhéique ou une pneumonie.

Les enfants sont également exposés à des substances chimiques dangereuses présentes dans les denrées alimentaires, dans l'eau, dans l'air et dans les produits qui sont autour d'eux. Les substances chimiques telles que le fluor, le plomb et le mercure, les pesticides, les polluants organiques persistants et d'autres substances présentes dans les biens manufacturés se retrouvent finalement dans la chaîne alimentaire. Et bien que l'essence au plomb ait été abandonnée dans la quasi-totalité des pays, le plomb est encore largement présent dans les peintures, et l'ingestion de plomb a des conséquences néfastes sur le développement cérébral.

Combattre la pollution de l'air à l'intérieur et à l'extérieur des logements, améliorer l'accès à l'eau potable et aux moyens d'assainissement et l'hygiène (y compris dans les établissements de santé où les femmes accouchent), protéger les femmes enceintes du tabagisme passif et améliorer la salubrité de l'environnement permet de prévenir des décès et des maladies chez l'enfant.

En visite au Niger, le Conseil de sécurité promet d'apporter son soutien aux populations affectées par Boko Haram



A Diffa, au Niger, une famille nigérienne, qui a été forcée de fuir à cause de Boko Haram, a trouvé refuge dans un site pour civils déplacés (archives). Photo UNICEF/Sam Phelps

5 mars - Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU se trouvait dimanche au Niger afin d'apporter son soutien à ce pays, dont la région de Diffa, au sud-est, fait partie des zones touchées par l'instabilité sécuritaire liée aux activités du groupe Boko Haram.

La délégation, qui a entamé sa tournée dans la région du bassin du lac Tchad jeudi au Cameroun, est co-dirigée par le Royaume-Uni, qui occupe la Présidence du Conseil pour le mois de mars, et le Sénégal pour l'ensemble de cette tournée qui se terminera le 7 mars au Nigéria. La France co-dirige la délégation pour les étapes au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Lors de sa visite au Niger, la délégation a rencontré les autorités, notamment le Président Mahamadou Issoufou, avec qui elle a discuté de la sécurité, du développement et de la crise humanitaire. Elle a également rencontré des représentants des agences humanitaires de l'ONU et d'ONG qui ont souligné le caractère catastrophique de la situation dans la région de Diffa.

« Nous sommes venus manifester notre engagement à soutenir davantage le Niger dans ses efforts remarquables à rétablir la stabilité sécuritaire des localités du pays situées dans le bassin du lac Tchad mais également à apporter la protection et l'assistance nécessaires aux populations affectées par la crise, » a déclaré Matthew Rycroft, Ambassadeur du Royaume Uni auprès des Nations Unies, lors d'une conférence de presse.

« L'effort sécuritaire dans le bassin du lac Tchad ne servira que s'il est couplé avec, à la fois, une action humanitaire urgente et un effort pour des actions politiques durables, » a souligné de son côté François Delattre, Ambassadeur de la France auprès des Nations Unies.

Aujourd'hui, plus de 340.000 personnes vivant dans la région de Diffa, soit près d'une personne sur deux, ont besoin d'assistance humanitaire. Plus de 241.000 personnes déplacées internes, nigériens retournés et réfugiés nigériens ont été obligés de se déplacer dans la région pour fuir les violences liées aux activités de Boko Haram.

« Les échanges avec les autorités nigériennes et la communauté humanitaire nous ont permis de mesurer la sévérité de la souffrance des populations civiles à Diffa. Cette situation nous interpelle tous et requiert une attention sérieuse de la part des Etats et des bailleurs de fonds. La solidarité et la générosité dont le Niger et ses partenaires font montre méritent d'être soutenues pour une meilleure réponse aux besoins humanitaires actuels et un meilleur avenir aux générations futures », a plaidé Fodé Seck, Ambassadeur du Sénégal auprès des Nations Unies.

Cette visite de haut niveau intervient une semaine après la conférence d'Oslo durant laquelle les donateurs ont promis d'allouer 458 millions de dollars pour 2017 aux quatre pays du bassin du lac Tchad touchés par les violences causées par Boko Haram à savoir : le Cameroun, le Tchad, le Nigéria et le Niger.

« Le Niger, pays qui lutte pour relever les défis liés au changement climatique, à la pauvreté et à un faible indice de développement humain, doit figurer parmi les priorités de la communauté internationale d'autant que ce pays fait face en plus, à des mouvements forcés de populations et à des défis sécuritaires énormes ayant un impact négatif sur ses finances publiques et son développement. Malgré tout, les communautés hôtes déjà vulnérables montrent une grande solidarité envers les populations déplacées », a déclaré Fodé Ndiaye Coordonnateur résident du système des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire pour le Niger.

Au Soudan du Sud, le chef de l'humanitaire de l'ONU réclame un accès et de l'argent pour empêcher la propagation de la famine



Au Soudan du Sud, une mère embrasse son bébé qui souffre de malnutrition aigue sévère. Photo UNICEF/Sebastian Rich (archives)

5 mars - Des centaines de milliers de personnes au Soudan du Sud vont mourir de faim si les travailleurs humanitaires n'ont pas accès aux populations dans le besoin et si davantage d'argent n'est pas collecté, a déclaré samedi le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, Stephen O'Brien, lors d'une visite dans ce pays.

M. O'Brien, qui est également Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, s'est rendu à Ganyiel, dans le sud de l'Etat de l'Unité, où la guerre civile fait rage.

Il a notamment rencontré un petit garçon affamé dont la grand-mère l'a porté sur son dos à travers un marécage pour fuir les combats. Ses parents ont apparemment disparu.

Des partenaires humanitaires, comme la Croix-Rouge internationale, mettent en place des cliniques directement dans les marécages pour atteindre davantage de personnes, a noté M. O'Brien. Certaines personnes n'ayant rien à manger ont survécu en mâchant des nénuphars.

"Des millions de personnes se sont vu empêchées par les parties au conflit de recevoir de l'assistance. C'est immoral, illégal et inacceptable. Nous avons besoin d'un accès immédiat", a déclaré M. O'Brien.

Le haut responsable onusien est au Soudan du Sud pour constater par lui-même la situation humanitaire dans ce pays et l'action qui est menée avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) qu'il dirige.

L'ONU a déclaré un état de famine dans certaines parties du Soudan du Sud le 20 février, accusant les forces rivales de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) fidèles au Président Salva Kiir et celles de l'APLS dans l'opposition fidèles à Riek Machar d'être responsables du manque de nourriture et de l'effondrement de l'économie.

Centrafrique : l'ONU condamne les menaces proférées par un groupe armé contre les civils et les Casques bleus



Des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Photo: ONU/Catianne Tijerina

5 mars - La Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) a qualifié d'inacceptables les menaces proférées par la coalition dirigée par le Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC) contre le personnel de la MINUSCA, les acteurs humanitaires et les populations civiles, et a mis en garde les chefs de la coalition qu'ils seront tenus individuellement responsables pour de tels actes.

Dans un communiqué de presse publié samedi, la MINUSCA souligne que “toute attaque ciblant la population civile, le personnel des Nations Unies et des organisations humanitaires constitue un crime de guerre passible de poursuites judiciaires, conformément à la législation centrafricaine et au droit international”.

Elle précise qu'aucun groupe armé n'a le droit d'interdire ou d'entraver le libre accès des acteurs humanitaires aux populations vulnérables, y compris dans les zones où ces groupes continuent d'avoir une influence néfaste.

La Mission appelle par conséquent la coalition du FPRC en particulier et tous les groupes armés à s'abstenir de toute entrave au travail des humanitaires ainsi que des menaces contre les organisations internationales humanitaires et les populations civiles.

La Mission onusienne a rejeté par ailleurs la justification du FPRC concernant l'arrestation d'éléments de sa coalition - Idriss Ahmed El Bashar, Yaya Idriss et Line Angou Aneser - selon laquelle ils se rendaient à Bambari pour « faciliter et dénouer les incompréhensions entre la MINUSCA et les combattants ».

Elle a rappelé que les trois individus faisaient partie de la quarantaine d'hommes lourdement armés dont la progression, vers la ville de Bambari, a été stoppée par la Force de la Mission le 26 février. Ces hommes et le reste des éléments de la coalition ont violé la ligne de démarcation établie par la MINUSCA, en s'approchant de Bambari avec des kalachnikovs et des lance-roquettes, posant ainsi un risque d'embrasement de la ville aux conséquences désastreuses pour les populations civiles.

Selon la MINUSCA “les menaces contenues dans le communiqué du FPRC prouvent encore une fois son caractère belliqueux et le rejet par ses chefs de toute solution pacifique à la crise actuelle, telle que prônée par le gouvernement centrafricain et par la communauté internationale”.

La MINUSCA a déclaré qu'elle poursuivrait sa mission en toute impartialité et “se réserve le droit d'utiliser tous les moyens mis à sa disposition par le Conseil de sécurité pour y parvenir, en appui au gouvernement centrafricain”.

En visite au Tchad, le Conseil de sécurité encourage la coopération régionale contre Boko Haram



Bada, Kako, âgés de 3 ans, et d'autres enfants déplacés dans le village de Tagal, dans la région du Lac Tchad, au Tchad.
Photo: UNICEF/UN028762/Tremeau

4 mars - Lors d'une visite au Tchad dans le cadre d'une tournée dans quatre pays du bassin du lac Tchad, une délégation du Conseil de sécurité a salué samedi les efforts pour combattre le groupe terroriste Boko Haram et a plaidé pour une plus grande coopération régionale en la matière.

La délégation, qui a entamé sa tournée régionale jeudi au Cameroun, est co-dirigée par le Royaume-Uni, qui occupe la Présidence du Conseil pour le mois de mars, et le Sénégal pour l'ensemble de cette tournée qui se rendra après le Tchad au Niger et se terminera le 7 mars au Nigéria. La France co-dirige la délégation pour les étapes au Cameroun, au Tchad et au Niger.

“Les Ambassadeurs du Conseil de sécurité ont exprimé leur solidarité aux autorités tchadiennes dans la lutte contre Boko Haram”, a déclaré la Mission permanente française auprès des Nations Unies sur son compte Twitter. Elle a précisé que la France et la Banque mondiale réuniront les bailleurs de fonds à Paris au printemps prochain pour relever les défis sécuritaires et humanitaires.

“Lors de la rencontre avec le Premier ministre du Tchad, le Conseil de sécurité a salué les efforts pour combattre Boko Haram et encouragé à davantage de coopération régionale”, a déclaré pour sa part la Mission permanente britannique auprès des Nations Unies sur son compte Twitter.

La délégation du Conseil de sécurité a rencontré également dans la capitale tchadienne N'Djamena le commandant de la Force multinationale conjointe (MNJTF) chargée de lutter contre Boko Haram. Cette force régionale comprend des troupes du Cameroun, du Tchad, du Niger, du Nigéria et du Bénin.

Outre la grave menace sécuritaire posée par Boko Haram, la région du bassin du lac Tchad est confrontée à l'une des plus grandes crises humanitaire au monde avec 17 millions de personnes vivant dans les zones les plus touchées. Environ 11 millions d'entre elles ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.